

Le budget

Cependant, le gouvernement s'entête à maintenir des politiques ruineuses.

Lorsque le gouvernement parle de principes de base, je trouve difficile de le prendre au sérieux. En effet, comment pourrais-je prendre au sérieux un gouvernement qui refuse d'admettre dans son Budget que les principes de base qui soutiennent les taux d'intérêt et le dollar canadien ne sont pas corrects et qu'ils vont à l'encontre des meilleurs intérêts des entreprises canadiennes, un gouvernement qui en outre refuse d'admettre qu'il a fait des erreurs capitales avec sa TPS et son libre-échange?

Comme vous le savez, monsieur le Président, les politiques économiques de ce gouvernement ont provoqué des niveaux records de faillites personnelles et commerciales au Canada. Il ne pourra y avoir de croissance économique tant que les entreprises ne pourront évoluer dans un environnement relativement stable et sain.

[Traduction]

Je voudrais souligner certaines des conséquences du budget dans ma circonscription de Restigouche—Chaleur, qui se trouve dans le nord du Nouveau-Brunswick.

Comme je l'ai déjà mentionné, l'usine d'Atholville est fermée en permanence. Nous espérons que cette entreprise pourra rouvrir ses portes mais, quoi qu'il en soit, 300 travailleurs ont été licenciés dans cette région. De même, la fermeture de l'entreprise de Dalhousie entraînera la perte de 400 emplois et peut-être même de 500.

Des entreprises font faillite. Hier, je discutais avec une personne âgée qui essaie de joindre les deux bouts avec son restaurant à Tide Head, dans ma circonscription. M^{me} Joyce Mabie, avec qui j'ai parlé durant une demi-heure, m'a fait part de certains des problèmes qu'elle éprouve et elle m'a précisé le genre d'aide dont elle a besoin. Tout près de ma circonscription, la Stone Consolidated de Bathurst, où travaillent un bon nombre de mes électeurs, risque aussi de fermer ses portes. Le budget ne renferme aucune solution à ce genre de problèmes. Il ne nous donne aucun espoir.

• (1120)

Ce que j'essaie de dire aujourd'hui, et j'espère que les députés du gouvernement et les ministres écoutent, c'est que nous avons besoin d'aide. Le gouvernement doit stimuler l'économie, ce qu'il n'a pas encore fait. En fait, il a parfois fait tout à fait le contraire.

L'usine de Dalhousie dans notre circonscription a besoin d'une nouvelle machine à papier. Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement annonce qu'il va acheter

cette machine pour l'usine, mais je m'attends à ce qu'il facilite les choses afin que la compagnie puisse se procurer cette machine et investir dans de l'équipement neuf. J'aimerais que le gouvernement rencontre les représentants de la compagnie pour examiner la situation d'une manière réaliste et qu'il dise: «Que pouvons-nous vraiment faire pour améliorer la situation à l'usine de Dalhousie?»

Une situation semblable règne à l'usine d'Atholville. Il faut que cette entreprise reprenne son activité. Celle-ci doit fournir une valeur ajoutée. Elle fabrique maintenant de la pâte sans chlore. Il doit exister un marché pour ce produit. La valeur du dollar a légèrement baissé, et il devrait être possible de rouvrir l'usine dans un avenir rapproché.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a élaboré un plan afin d'aider l'industrie forestière de cette province. Le projet est controversé à certains égards, mais le gouvernement fédéral n'a pas réellement étudié la question et déclaré: «Voici ce que nous voulons faire pour le secteur des richesses naturelles.» Qu'est-ce que le gouvernement a en tête? C'est ce que nous lui demandons. Celui-ci doit assumer cette responsabilité.

Il devrait y avoir une entente de diversification visant expressément les régions du nord du Nouveau-Brunswick, non seulement afin d'aider ces usines à reprendre leur activité, mais aussi pour faire baisser le taux de chômage qui est de 18,2 p. 100 dans ma circonscription. En effet, il y a aussi d'autres travailleurs qui sont sans emploi. Une stratégie ou un plan quelconque devrait être appliqué afin d'aider ces personnes à réintégrer le marché du travail.

De même, la présence du fédéral devrait être plus marquée dans la circonscription. Les services fédéraux existants doivent demeurer en place. Il ne doit y avoir aucune compression. L'aéroport de Chaleur risque de faire l'objet de telles compressions. Pourtant, il ne doit pas y avoir de diminution des services à cet endroit.

De même, les bureaux de poste doivent rester ouverts. Il ne faut pas les fermer. Comment pensez-vous que le milieu des affaires réagit face à ce genre de mesure? Si le gouvernement retire des services dans une région, pensez-vous que cela suscite un climat de confiance et incite les entreprises à prendre de l'expansion ou même à demeurer en activité?

Les ports de Dalhousie et de Belledune n'ont pas de plan stratégique. Le gouvernement fédéral n'assure pas le développement et la promotion de ces ports. Il est impérieux de le faire.